



HAL
open science

Correspondance entre territoires et identités : une construction patrimoniale ?

Véronique Boyer, Émilie Stoll

► To cite this version:

Véronique Boyer, Émilie Stoll. Correspondance entre territoires et identités : une construction patrimoniale ?. *Autrepart - Revue de sciences sociales au Sud*, 2019, Territoires et identités : une construction patrimoniale, 4 (84), pp.3-11. 10.3917/autr.084.0003 . hal-02280337

HAL Id: hal-02280337

<https://hal.science/hal-02280337>

Submitted on 10 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CORRESPONDANCE ENTRE TERRITOIRES ET IDENTITÉS : UNE CONSTRUCTION PATRIMONIALE ?

Véronique Boyer et Émilie Stoll

Presses de Sciences Po | « Autrepart »

2017/4 N° 84 | pages 3 à 11

ISSN 1278-3986

ISBN 9782724635379

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-autrepart-2017-4-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Correspondance entre territoires et identités : une construction patrimoniale ?*

Véronique Boyer**, Émilie Stoll***

Le débat concernant la relation entre territoires et identités est ancien et a déjà fait couler beaucoup d'encre, que ce soit chez les anthropologues ou les géographes. Ainsi, Marie-José Jolivet et Philippe Léna ont montré, dans un précédent numéro de la revue *Autrepart* consacré à cette thématique [2000a], et selon une approche anthropologique constructiviste, que le territoire constitue un support d'identité privilégié, en contexte de globalisation croissante [Jolivet, Léna, 2000b, p. 8]. Toujours en anthropologie, de nombreux travaux ont déjà été réalisés, notamment en France, sur la multiplication et la superposition, parfois le télescopage, de nouveaux territoires nés de la décentralisation administrative (régions, cantons, etc.), de la représentation citoyenne, mais également de la mise en valeur des patrimoines locaux (avec la création de pays, de communautés de commune, de quartiers urbains, etc.). Ces travaux, dont une partie est réunie dans le numéro de la revue *Ethnologie française* [2004], organisé par Pierre Alphandéry et Martine Bergues, consacré aux « territoires en question », posent les jalons d'une réflexion que nous souhaitons mettre à profit dans le cadre spécifique de l'analyse de la mise en patrimoine. Pour explorer les différentes facettes du territoire, ces auteurs dégagent deux perspectives : 1) la première est institutionnelle et concerne la façon dont les cadres liés à l'action publique et à la représentation politique se territorialisent ; 2) la seconde est celle de la particularisation et de l'appropriation du territoire par les populations, ou, pour le dire en d'autres termes, du rapport à l'espace des populations sous l'angle de l'identification, du sentiment

* L'organisation de ce numéro a été rendue possible grâce à l'appui des programmes de recherche et institutions suivants : projet ANR-12-CULT-005 FABRIQ'AM « La fabrique des "patrimoines" : mémoires, savoirs et politiques en Amérique indienne aujourd'hui » (2013-2016), projet CAPES-Cofecub n° Sh 811-14 « Reconfigurations foncières et réélaborations identitaires en Amazonie brésilienne » (2014-2018), projet Horizon / MSCA-RISE 2015 ODYSSEA « Observatory of the dynamics of interactions between societies and environment in the Amazon » (2016-2019), UMR 208 Patrimoines Locaux, Environnement et Globalisation (PALOC) IRD/MNHN.

** Anthropologue, directrice de recherche au CNRS, École des Hautes Études en Sciences sociales, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Université Paris Nanterre, CNRS – UMR 8168 Mondes américains.

*** Anthropologue, chargée de recherche au CNRS, Université de Paris, Université Côte d'Azur, CNRS, IRD – UMR 8245 / UMR 205 Unités de Recherche Migrations et Société.

d'appartenance et des liens affectifs. D'un point de vue patrimonial, ces deux perspectives permettent d'appréhender les dynamiques de rétro-alimentation et d'ajustement mutuel entre, d'une part, les pratiques des populations et, d'autre part, la volonté d'institutionnalisation par les États, de territoires de divers ordres qui puissent être gouvernés ou du moins encadrés par des normes administratives, politiques, économiques ou autres. Dans ce contexte, les différents acteurs articulent divers registres de discours afin de légitimer leurs revendications patrimoniales, qu'elles soient – comme dans les cas présentés ici – identitaires ou territoriales.

Dans le prolongement de ces travaux, les géographes se sont eux aussi intéressés à l'identité et à ses dimensions spatiales. C'est l'objectif des contributions réunies par Guy Di Méo, dans un numéro thématique des *Annales de géographie* [2004a], et celles collectées par France Guérin-Pace et Yves Guermond, pour la revue *L'espace géographique* [2006]. À partir d'une approche situationnelle, Di Méo met en tension les « formes spatiales des identités » et les « dimensions identitaires des espaces », en supposant l'hypothèse d'une « réciprocité dialectique entre réalités géographiques concrètes et formes politiques et idéologiques du rapport que les sociétés nourrissent avec leurs espaces de vie » [Di Méo, 2004b, p. 340]. Dès lors, il apparaît que le social produit du lieu et du territoire, et *vice versa*. Le géographe rappelle que l'identité participe à nommer et qualifier les lieux, ce qui permet l'inscription des collectifs dans les territoires. Par ailleurs, c'est à son sens un levier politique de premier ordre pour penser le territoire et le mobiliser idéologiquement. Le territoire est donc la mise en pensée et en pratique de l'identité des collectifs humains. Guérin-Pace et Guermond, quant à eux, approfondissent et questionnent le concept d'« identité territoriale ». Les deux géographes, après avoir rappelé que « l'identité d'une entité géographique » diffère du « caractère géographique des identités individuelles », interrogent le lieu commun selon lequel des identités sociales correspondraient nécessairement à des entités géographiques. Dans un contexte de globalisation croissante et d'ordonnement territorial des États pour le fonctionnement de la démocratie, ces deux auteurs proposent de partir des collectifs sociaux pour appréhender le territoire (plutôt que l'inverse) et de s'intéresser aux logiques d'appartenance à l'échelle individuelle avant de postuler des identités collectives.

Ces travaux ont mis en évidence les multiples facettes de l'identité dans son rapport au territoire, et du territoire comme une modalité des pratiques identitaires. Ce champ d'études ayant été bien balisé, nous proposons, dans le cadre de ce numéro d'*Autrepart*, de penser ces questions à la lumière des enjeux de patrimonialisation et des actions de mise en patrimoine. Nous considérons la patrimonialisation au sens large, c'est-à-dire comme une action volontaire visant à « la mutation d'un bien ordinaire en bien distingué » [Bondaz *et al.*, 2014, p. 11]. Les processus patrimoniaux s'inscrivent dans un vaste réseau de relations sociales, économiques, politiques et culturelles [Berliner, Bortolotto, 2013 ; Gallois, 2012 ; Suremain (de), 2015 ; Guillaud *et al.*, 2016]. En effet, on observe que des acteurs de nature différente – individus, associations, partis politiques, État, etc. – et

envisageant leur action à des échelles diverses – du local au supranational – cherchent à « distinguer » certains biens – par l'association entre identités et territoires – afin d'accéder à des ressources de diverses natures : économiques, symboliques, politiques, etc.

Les collectifs sociaux et les institutions « fabriquent » ainsi du « patrimoine »¹. Celui-ci peut être qualifié d'immatériel, comme c'est le cas pour des « identités » lors de reconfigurations ethniques dans certains pays latino-américains, ou encore comme pour des « territoires » de l'espace national aménagés par les institutions à des fins d'administration, de développement économique ou encore de préservation. Il peut aussi s'agir de patrimoine matériel, comme lors de la valorisation et de l'exploitation touristique ou muséale de vestiges archéologiques, d'objets rituels, etc.

Une injonction patrimoniale : correspondance entre territoire et identité

Notre approche s'inscrit ainsi dans les études constructivistes du patrimoine, c'est-à-dire en considérant la dimension de fabrication des objets par les acteurs. Dès lors, dans ce contexte global de valorisation de la différence – qui devient alors emblème d'un collectif –, notre attention va aux modalités de la mobilisation par les acteurs de divers registres de discours afin de légitimer leurs revendications patrimoniales. Comme on le verra, quelques-uns des cas présentés dans ce numéro d'*Autrepart* portent sur des patrimoines que les acteurs institutionnels et locaux qualifient d'« identitaires » : ils sont présentés comme émanant et symbolisant un collectif social spécifique. D'autres contributions s'attachent à scruter des patrimoines que ces acteurs disent « territoriaux » : ils sont associés à des espaces géographiques particuliers et contribuent à valider des limites qui peuvent être nouvelles. « Territoires » et « identités » sont donc des objets qui se construisent pendant les processus de mise en patrimoine. Et c'est dans ce sens que ces termes seront utilisés dans cette introduction.

La notion d'appartenance nous semble pouvoir permettre de considérer ensemble ces deux dimensions patrimoniales. Comme l'écrit Sencebé [2004, p. 24], la question de l'appartenance concerne les « modes d'affiliation », c'est-à-dire que chaque individu ou chaque collectif social est inséré dans une « configuration d'appartenance » (*id.*) médiée par des « lieux » et des réseaux de « liens » interpersonnels. Cette dimension du rapport affectif à l'espace est intrinsèquement liée à une quête de sens ou « quête des racines » [Sagnes, 2004] qui repose ainsi sur la trajectoire sociale et spatiale des ascendants, donc sur la parenté, le territoire d'origine (ou imaginé comme tel) et la mémoire. Être quelqu'un, c'est être de quelque part, généalogiquement et spatialement parlant.

1. Pour des facilités de lecture, nous utilisons uniquement des guillemets aux premières occurrences des termes patrimoine, identités et territoires. Nous appréhendons ces notions comme des processus bien que les acteurs les érigent en objets.

Dans les cas d'études présentés, les populations locales sélectionnent ainsi dans leurs souvenirs et leurs généalogies des éléments qui viennent renforcer leur visibilité face à différents acteurs. S'opèrent alors des négociations pour concilier les appartenances individuelles multiples (famille, association, syndicat, etc.) avec des identités collectives apparemment unanimistes (par exemple un groupe ethnique ou religieux). L'appartenance est ici entendue comme une donnée forgée dans la patrimonialisation en gommant la sinuosité des trajectoires individuelles, leurs multiples ancrages et parfois les recompositions sociales, au profit d'une histoire collective linéaire. Se sentir de quelque part cède alors la place à une revendication d'être de quelque part. Le processus patrimonial participe à la réélaboration de l'expression des affects (attachement au lieu, généalogie) en des revendications politiques recevables par les institutions. Or du point de vue de ces dernières, l'identité, qui ne saurait être multiple, s'inscrit forcément dans un territoire dont les limites vont de soi. Il nous semble que c'est dans cette convergence attendue qu'on peut parler d'injonction patrimoniale.

Une approche patrimoniale des territoires identitaires et des identités territorialisées

Nous proposons alors de distinguer les opérations de patrimonialisation produisant des *identités territorialisées* de celles susceptibles de constituer des *territoires identitaires*. Dans la première configuration, c'est la revendication face à divers acteurs institutionnels d'un espace géographique qui rend visible, quand il ne le construit pas, un collectif social plus ou moins organisé. On pense, par exemple, aux réélaborations dites identitaires dans les pays aux législations multiculturelles. La seconde formulation met en revanche davantage l'accent sur l'action des administrations de l'État, mais aussi de mouvements politiques plus structurés, qui établissent des catégories d'ayants droit en procédant au découpage de l'espace. On pense, par exemple, à la création par les États d'unités territoriales à finalité écologique ou sociale (parcs naturels, territoires autochtones, etc.), ou encore, dans un autre registre, à la création des appellations à origine contrôlée (AOC), un label qui garantit l'origine de produits alimentaires issus d'un terroir spatialement délimité et d'un savoir-faire particulier.

À la lecture des articles qui composent ce numéro, il apparaît que les processus patrimoniaux articulent souvent les deux déclinaisons (identités territorialisées *versus* territoires identitaires) qui se nourrissent l'une de l'autre. Par exemple, la création de catégories d'ayants droit lors de la construction de territoires identitaires par les acteurs institutionnels est souvent accompagnée ou immédiatement suivie d'une réappropriation de ces catégories par les acteurs locaux. Ces derniers s'organisent alors afin de fabriquer des identités territorialisées qui répondent à leurs besoins et qu'ils peuvent mobiliser politiquement. Ainsi, selon la façon dont on regarde les exemples, ils peuvent être lus à la lumière de l'une ou l'autre des deux configurations, ou encore illustrer des articulations et des dynamiques de rétroalimentation mutuelle.

L'ensemble des articles composant ce numéro spécial contribue à éclairer ces deux déclinaisons, en s'attachant à mettre en évidence les processus multiscalaires qui les traversent. Certaines analyses, comme celles de Christophe Albaladejo, Susana Sassone et Roberto Bustos Cara (p. 13) sur l'immigration aveyronnaise en Argentine, montrent ainsi comment des initiatives personnelles et locales pour transformer en « patrimoine » les signes associés à une origine (langue, pratiques culinaires, festivités) se doublent d'entreprises déconnectées des mémoires familiales et transnationales, capables de proposer une identification valorisante aux notables locaux. Pour sa part, Emanuela Canghiari (p. 33) appréhende la mise en valeur de vestiges archéologiques moche, dans les Andes péruviennes, comme une reprise d'initiative de la part des élites régionales face à l'hégémonie culturelle de Cuzco – ancienne capitale de l'Empire inca – et au centralisme économique de Lima – actuelle capitale du pays. On voit alors apparaître des tensions entre l'objectif de l'État péruvien désireux de nourrir le grand récit national avec la « découverte » d'une nouvelle civilisation préhispanique et celui des élites locales ou régionales qui veulent profiter du marché touristique qui voit le jour. Enfin, les processus multiscalaires sont clairement perceptibles dans l'étude de Moeha Saisho et Frédéric Sandron (p. 51) qui s'intéresse à une forme de patrimonialisation rare, celle d'une espèce animale. En ce cas, l'écotourisme autour des baleines oblige à une convergence entre des savoirs scientifiques généraux, valables pour l'ensemble des zones où elles se déplacent, avec des savoirs locaux détenus par des populations géographiquement situées entre les trois continents qui bordent l'océan Indien. Dans ces trois exemples, les jeux d'échelle dévoilent les dynamiques tensionnelles entre des acteurs situés à des niveaux différents d'un point de vue géographique (du local au transnational, en passant par le régional et le national) et politique (institutions, entreprises, collectifs sociaux, particuliers). Ces acteurs sont impliqués conjointement dans des actions de mise en patrimoine, mais ne suivent pas les mêmes objectifs : la fabrication de territoires identitaires pour les uns et d'identités territorialisées pour les autres : patrimoine collectif français de la région de Pigiüü *versus* revendication d'une origine familiale singulière pour se démarquer socialement des autres habitants ; patrimonialiser des sites moches pour nourrir le récit national *versus* s'identifier à un groupe ethnique du passé ayant vécu au même endroit pour s'assurer un accès à l'exploitation de l'image du lieu et des habitants ; fabriquer un patrimoine territorial à partir des savoirs scientifiques sur les déplacements des baleines *versus* une valorisation des savoirs locaux sur les interactions avec ces animaux par les populations qui utilisent cet espace situé dans des eaux internationales.

Le lien entre identité revendiquée, contrôle territorial et maîtrise des ressources naturelles constitue un autre axe de réflexion dominant du numéro. Les trois articles qui s'inscrivent dans cette réflexion regardent l'objet d'étude du point de vue des stratégies des populations locales et décrivent des processus de fabrication d'identités territorialisées. L'étude proposée par Baba Coulibaly et Élisabeth Dorier (p. 73) sur le delta intérieur du Niger est, sur ce point, exemplaire des tensions entre logiques de l'État, qui entend mettre en œuvre une décentralisation

renforçant la position de ses représentants, et résistances des autorités coutumières *jiowro* qui percevaient jusqu'alors des droits de péage en contrepartie de la libre circulation sur leurs terres de leurs voisins et de leur bétail. On discerne alors les capacités de repositionnements des acteurs sur la scène locale pour maintenir des privilèges historiques ancrés dans des pratiques sociales. Ce thème est encore présent dans l'article de Jorge Cavilmonte, Gabriella Almeida Rancan et Lúcia da Costa Ferreira (p. 91) quand ils examinent les conflits émergeant autour de la constitution du parc d'État Serra do Mar, au Brésil. L'imposition de nouvelles règles d'usage de l'environnement incite les populations métisses locales à se reporter sur des catégories identitaires ethnolégales protectrices. Certains résidents du parc s'identifient alors comme *caiçara* (population traditionnelle) ou *quilombola* (population noire), pour opposer à une patrimonialisation de la nature une patrimonialisation culturelle. Le lien entre catégories foncières et identitaires est, enfin, au cœur de l'analyse de Luisa Arango (p. 109) sur les revendications territoriales à Carthagène, en Colombie. Sans pour autant mobiliser la notion de patrimoine, l'auteur indique que l'ethnisation du mode d'accès à la terre, encouragé par la législation multiculturelle, fait advenir des appartenances juridiquement codifiées comme celle de « natif » et des superpositions dans les (re) qualifications d'un même espace.

Les articles réunis dialoguent finalement en esquissant des pistes prometteuses concernant la relation entre tourisme, marchandisation du patrimoine et discours nationaliste. Analysant la mise en scène des Nubiens par le musée d'Assouan en Égypte, érigé à proximité d'une zone submergée lors de la construction d'un barrage hydroélectrique, Alexandra Parrs (p. 129) s'intéresse aux enjeux politiques et économiques des représentations de la « culture nubienne ». Elle pointe alors l'ambiguïté de l'action patrimoniale qui, tout en valorisant ces populations, « les Nubiens », comme une expression du patrimoine national, les subordonne à l'identité égyptienne. Des questionnements analogues sont explorés par Julien Boucly (p. 145) à partir d'une approche sociopolitique des musées en Turquie. Là encore, la construction de barrages dans une région revendiquée par les Kurdes s'est accompagnée de la création de musées autour desquels s'affrontent des acteurs institutionnels aux visions politiques divergentes, selon leur proximité avec l'État ou les autorités municipales ou leur engagement dans des entreprises privées touristiques. L'article de Pascale Bugnon (p. 161) portant sur la patrimonialisation des tombeaux musulmans au Xinjiang (Chine) éclaire encore un autre aspect de ces dynamiques en abordant le tourisme religieux. La restauration par l'État de sites culturels actifs et leur intégration à la catégorie « trésor national » s'accompagnent en effet d'une requalification des saints pour en faire des alliés des figures nationalistes, un processus multifacette lors duquel les musulmans tentent de faire aussi entendre leur voix. Ces trois exemples offrent ainsi une mise en perspective d'actions patrimoniales par excellence – la mise en musées – par des acteurs institutionnels. Celles-ci fabriquent des territoires identitaires pérennes dans des bâtiments (les musées) localisés dans des villes symboles du pouvoir, où ont été entreposées des reconstitutions de lieux détruits par les politiques d'État. Ces

territoires peuvent aussi résulter de l'agrégation de nouveaux signifiants (le culte des héros nationaux) et de nouveaux usagers (les touristes) à des sites encore actifs (les lieux de pèlerinage musulmans). Dans le dernier article de ce numéro, enfin, Elena Apostoli Capello (p. 177) incite à considérer la dimension transnationale de la circulation des hommes et des représentations, avec un article mettant en regard les mobilisations zapatistes au Mexique et leurs réappropriations par des activistes vénitiens, en Italie. L'auteur éclaire alors les bases de ces autochtonies qui partagent le fait de contester les pouvoirs en place au Mexique et en Italie, mais se distinguent fortement pour ce qui est de l'articulation entre territoire et identité. Si l'on veut bien reprendre notre proposition initiale, les militants italiens altermondialistes tentent de réaliser, à partir des espaces restreints qu'ils occupent, des identités territorialisées là où les autonomistes mexicains zapatistes ambitionnent d'instaurer un territoire identitaire d'un seul tenant.

La fabrique des « patrimoines » : temporalités et conflits

Tant la prise en compte des processus multiscalaires de la patrimonialisation que la mise en évidence de la tension entre affirmation identitaire et contrôle territorial, et encore que l'intérêt porté aux enjeux touristiques font émerger des récurrences dans la conception des temporalités. En effet, l'opération de patrimonialisation suppose systématiquement que le passé soit précisément défini, en opérant des choix pour sélectionner les traits qui le représenteront : la codification qui doit rendre l'objet patrimonialisé reconnaissable par tous le fige par contrecoup dans une matrice anhistorique imaginaire. Se construit ainsi le postulat d'une continuité dans l'usage des lieux ou dans la transmission d'attributs censés incarner des identités.

Mais les acteurs en présence entendent également que ce qui est alors dit « temps anciens », voire « originels » serve de modèle pour un futur tout aussi anhistorique. Car la reproduction de certains signes diacritiques est tenue pour une perpétuation à l'identique, sans tenir compte de la transformation des rapports sociaux et des nouvelles configurations : la ressemblance est l'argument de la continuité. Les Nubiens actuels doivent ressembler aux Nubiens anciens, les populations rurales péruviennes construisent leur filiation avec les Moches préhispaniques, les Jowro du Niger évoquent l'ancestralité de leur rôle pour le conserver, les Aveyronnais en Argentine cherchent à perpétuer l'Occitanie, etc. La reconnaissance des populations en tant que collectifs sociaux, mais aussi leur capacité de négociation et d'action, dépend de cette construction où passé, présent et futur se confondent. Même les réinterprétations italiennes de l'« identité » zapatiste (référence à la Pacha Mama, par exemple) attestent à leur façon l'écrasement des temporalités et l'abolition des distances géographiques dans la projection de soi sur l'Autre.

Or, l'introduction de ces notions appartenant au registre politique projetée dans la lumière la dimension conflictuelle inhérente aux processus patrimoniaux. Ainsi,

comme le montrent les articles réunis, non seulement les acteurs en présence ne s'accordent pas toujours sur les modalités et les objectifs de la patrimonialisation, mais ils peuvent aussi se trouver en concurrence pour les retombées économiques qu'ils en attendent. Les États de l'océan Indien cherchent à s'intégrer à la Route des Baleines pour concentrer les flux touristiques vers l'espace géographique que chacun maîtrise. Les populations rurales brésiliennes contestent les règles de gestion des ressources que leur impose la création du parc par l'État de São Paulo. L'empilement des qualifications foncières des terres situées dans les périphéries de Carthagène ressort de tentatives des populations de jouer dans les interstices laissés par les administrations et les spéculateurs. Le cas des musées dans la partie kurde de la Turquie est quant à lui exemplaire des disputes entre des acteurs institutionnels portant des visions divergentes du fait de leurs assises territoriales. Les différents discours développés à propos de la signification des tombeaux musulmans au Xinjiang attestent encore que la patrimonialisation se réalise dans la friction.

Avec ce numéro, nous espérons contribuer au renouvellement des approches des processus de patrimonialisation. La diversité des cas présentés, et l'ampleur géographique qu'ils recouvrent autorisent à penser que les pistes de réflexion esquissées dans cette introduction méritent d'être explorées plus avant. Ainsi en est-il de la tension qu'il nous a semblé possible de discerner dans l'institution des collectifs. Bien plus qu'un jeu sémantique, la distinction entre identités territorialisées et territoires identitaires nous paraît être centrale dans la mise en patrimoine. Elle s'accompagne de conceptions différentes quant au primat à accorder à ces deux notions, et ce faisant, à ce qui constitue le lien social : l'espace de vie partagé ou la nature des relations entre les membres d'un groupe. Selon le point de vue privilégié, ce qui fera patrimoine émergera dans la délimitation d'une zone géographique, pour considérer ensuite les pratiques et les objets qu'on y trouve, ou par la mise en avant de la cohésion d'un groupe humain, en soulignant des liens généalogiques, puis en essayant d'identifier leur déploiement dans l'espace. Nous sommes alors plongés dans des enjeux politiques (qui détient la lecture adéquate ?) et de maîtrise de ressources (à qui doit servir cette reconnaissance ?). On perçoit alors que la mise en patrimoine porte en elle-même les contradictions de ses injonctions : pour fabriquer des objets, elle impose des correspondances entre de multiples pratiques et des visions du monde qui se trouvent en tension. Dès lors, on peut se demander si le jeu entre territoires identitaires et identités territorialisées n'est pas tout simplement inhérent aux processus patrimoniaux.

Bibliographie

- ALPHANDERY P., BERGUES M. [2004], « Territoires en question : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, p. 5-12.
- BERLINER D., BORTOLOTTI C. [2013], « Introduction. Le monde selon l'Unesco », *Gradhiva*, n° 18, p. 4-21.

- BONDAZ J., GRAEZER BIDEA F., ISNART C., LEBLON A. (dir.) [2014], « Relocaliser les discours sur le “patrimoine” », *Les vocabulaires locaux du « patrimoine » : traductions, négociations et transformations*, Berlin, Lit, p. 9-30.
- DI MÉO G. (dir.) [2004a], « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, dossier, vol. 113, n° 638-639.
- DI MÉO G. [2004b], « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, vol. 113, n° 638-639, p. 339-362.
- GALLOIS D. T. [2012], « Donos, detentores e usuários da arte gráfica kusiwa. », *Revista de antropologia*, vol. 55, n° 1, p. 19-49.
- GUÉRIN-PACE F., GUERMOND Y. (dir.) [2006], « Débat sur l'identité territoriale », *L'espace géographique*, vol. 35, n° 4, p. 289-290.
- GUILLAUD D., JUHÉ-BEAULATON D., CORMIER-SALEM M.-Ch., GIRAULT Y. (dir.) [2016], *Ambivalences patrimoniales au Sud : mises en scène et jeux d'acteurs*, Paris, IRD, Karthala.
- JOLIVET M.-J., LÉNA Ph. (dir.) [2000a], « Logiques identitaires, logiques territoriales », *Autrepart*, n° 14, 195 p.
- JOLIVET M.-J., LÉNA Ph. (dir.) [2000b], « Des territoires aux identités », *Autrepart*, n° 14, p. 5-16.
- SAGNES S. [2004], « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, p. 31-40.
- SENCEBE Y. [2004], « Être ici, être d'ici. Formes d'appartenance dans le Diois (Drôme) », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, p. 23-29.
- SUREMAIN Ch.-Éd. (DE) [2015], « Fabric-acteurs, recherche, patrimoine : une relation sous haute tension », in SUREMAIN Ch.-Éd. (DE), GALIPAUD J.-Ch. (dir.), *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*, Marseille, Igé, L'Étrave, IRD, p. 517.